

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 25/03/4.2

SEANCE DU 17 MARS 2025
L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ ET LE 17 MARS à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Carine GINZAC représentée par M. le Maire
Antoine VACCARO représenté par Mme Christine DEL NERO
Valérie MASSENET représentée par Mme Nicole BERNARDINI
Stanislas ROQUEBERT représenté par M. Michel THUILIER

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : Avenant à la Convention d'Objectifs et de Financement 2023-2027 entre la Ville et la CAF au bénéfice de notre établissement multi-accueil « La Charmerie »

Madame Nicole BERNARDINI, adjointe au Maire, rappelle le nécessaire partenariat administratif et financier engagé avec la Caisse d'Allocations Familiales pour la gestion de l'établissement municipal multi-accueil « La Charmerie ».

A cette fin, une convention d'objectifs et de financement a été signée qu'il convient de compléter par voie d'avenant.

L'avenant proposé et joint à la présente délibération consiste à mettre en œuvre l'ensemble des évolutions de financement prévues par la Convention d'Objectifs et de gestion 2023-2027 relative aux établissements du jeune enfant. Plus concrètement, il s'agit d'intégrer dans le calcul des prestations servies des nouvelles modalités financières comme :



- le lissage de la prestation de service unique (calcul à partir d'un taux réel de facturation)
- le financement des heures de préparation de l'accueil de chaque enfant en remplacement des heures de concertation
- le financement des journées pédagogiques (3/an)
- la création de Bonus dit « trajectoire » pour l'un et « attractivité » pour l'autre.

Mme BERNARDINI confirme que ces dispositions tissent étroitement le lien financier et administratif entre la Ville (son établissement) et la CAF.

L'ASSEMBLEE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la convention Territoriale Globale conclue avec la CAF,

CONSIDERANT la sollicitation de la CAF pour un avenant à la Convention d'Objectifs et de Financement,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'avenant sus visé tel qu'annexé.
2. AUTORISE M. le Maire à le signer

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**





CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Cet avenant concerne la modification de la convention d'objectifs et de financement.

Il permet de mettre en œuvre l'ensemble des évolutions de financement prévue par la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 en faveur des établissements d'accueil de la petite enfance.

Les évolutions et changements :

- Détail des comptes budgétaires pour une meilleure visibilité budgétaire

61	Services extérieurs	86	Contributions volontaires ①
• 611	Sous-traitance générale	• 860	Secours en nature (alimentaire, vestimentaire)
◦ 6111	Dont sous-traitance repas		
◦ 6112	Dont sous-traitance service support frais de siège, service paie ①	• 861	Mise à disposition gratuite de biens (locaux, matériels fluides : gaz, électricité, etc.) ①
• 613	Locations mobilières et immobilières	• 86AUT	Prestations en nature
• 614	Charges locatives		
• 61AUT	Autres comptes 61 (612, 615 à 619) : Crédit-bail, entretien et réparations, assurance, études et recherche, divers, RRR		
62	Autres services extérieurs		
• 621	Personnel intérimaire et détaché ①		
• 6223	Intervenants extérieurs pédagogie		
• 628	Frais de siège ①		
• 62AUT	Autres comptes 62 (622 à 629) : Intermédiaires, publicité, déplacements, frais postaux et de télécommunication, frais bancaires		



- Lissage de la Prestation service unique: nouvelle modalité de calcul de la Prestation de service unique pour supprimer les effets de seuils et prendre en compte le taux réel de facturation.
- Financement des Heures de préparation à l'accueil de chaque enfant en remplacement des heures de concertation. Pour prendre en compte en complément de la prestation de service les temps dédiés à la préparation de l'accueil de chaque enfant, à l'accueil et à l'accompagnement des parents par le gestionnaire.
- Le financement des journées pédagogiques c'est-à-dire de temps de réflexion entre professionnels, en dehors de la présence des enfants pour ajuster l'organisation, les pratiques pédagogiques, rédiger ou réviser le projet d'accueil, mettre à jour les connaissances relatives au développement du jeune enfant. La branche famille finance jusqu'à 3 journées pédagogiques par an et par établissement et plafonné à 10h par jour pour chaque journée pédagogique.



- Revalorisation des places existantes du Bonus Convention territoriale globale de 10% dans la limite du forfait offre nouvelle.
- Création du Bonus trajectoire, versé en contre partie du développement du nombre de places soutenues par la collectivité territoriale signataire de la Convention Territoriale Globale observée en 2023.
- Intégration du Bonus attractivité dans le système d'information et dans les déclarations Prestation de service unique. Le financement d'un « bonus attractivité » destiné aux partenaires qui procèdent à des revalorisations salariales conduites dans le cadre de la révision des conventions collectives nationales dans le secteur privé, ou du régime indemnitaire pour la fonction publique.

Les détails de paiement des acomptes :

			2025				
Prestations de service	Type de financement	% National	% local (proposé)				Réal
			1er acompte		2ème acompte		
			Date	%	Date	%	
EAJE	PSU	70%	15/01/2025	40%	15/07/2025	30%	
	Heures de préparation	70%		40%		30%	
	Bonus Inclusion Handicap	30%		17%		13%	
	Bonus mixité sociale	30%		17%		13%	
	Bonus CTG	70%		40%		30%	
	Journée pédagogique	0%		0%		0%	
	Bonus trajectoire	0%		0%		0%	
	Bonus attractivité	70%		40%		30%	

Les barèmes nationaux :

		Prix plafonds par heure réalisée	Taux de la PS	Prestation de service par heure facturée
Eaje fournissant les couches et les repas	taux de facturation inférieur ou égal à 107%	10,05 €	66%	Prix plafond retenu (1) x taux de la PS
	taux de facturation supérieur à 107% et inférieur ou égal à 120%	21,96 - 11,13 x Taux de facturation	66%	
	taux de facturation supérieur à 120%	8,60 €	66%	
Eaje ne fournissant pas les couches ou les repas	taux de facturation inférieur ou égal à 107%	9,72 €	66%	
	taux de facturation supérieur à 107% et inférieur ou égal à 120%	21,63 - 11,13 x Taux de facturation	66%	
	taux de facturation supérieur à 120%	8,27 €	66%	



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Avenant

Subventions pour les Etablissements d'accueil du jeune enfant :

- Prestation de service unique (Psu)
 - Bonus « mixité sociale »
 - Bonus « inclusion handicap »
 - Bonus « territoire Ctg »
- Bonus « trajectoire développement »
- Financement des journées pédagogiques
- Financement des heures de préparation à l'accueil des enfants
 - Bonus « attractivité »

Année	2024/2026
Gestionnaire	COMMUNE D OLLIOULES
Structure	LA CHARMERIE
Contrat Maia	1598-2752-3
Code pièces – Famille / Type	Avenant

Pôle de développement local : Metropole TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE
N° Gestionnaire : 1598
Famille de pièces : Monter la convention d'objectifs et de gestion
Nature de l'aide : PSU EAJE AFC

Equipement : LA CHARMERIE

Type de pièce : Avenant

Commentaire :



Le présent avenant de portée générale vient modifier la convention d'objectifs et de gestion par les parties en date du 02/01/2024

Il permet de mettre en œuvre l'ensemble des évolutions de financement prévue par la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 en faveur des établissements d'accueil de la petite enfance.

Entre:

COMMUNE D OLLIOULES ,

Nature juridique du gestionnaire
COLLECTIVITE TERRITORIALE ,

dont le siège est situé :
3 Place Marius Trotobas ,
83190 OLLIOULES ,
,

représenté(e) par le Maire, Robert BENEVENTI

Ci-après désigné «le gestionnaire»

Et :

La CAF du Var, représentée par son Directeur général, Julien ORLANDINI, et dont le siège est situé BP 1405, 83056 TOULON CEDEX.

Ci-après désignée « la Caf ».



Préambule

Envoyé en préfecture le 21/03/2025
Reçu en préfecture le 21/03/2025
Publié le
ID : 083-218300903-20250317-DEL25_03_4_2-DE

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Conformément à l'arrêté programme du 3 octobre 2001, les Caf contribuent par leur action sociale au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

L'action sociale de la branche Famille est généraliste, préventive et familiale. Elle est fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de neutralité et de respect de la laïcité.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée, d'une part, par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus, d'autre part, au travers de l'amélioration de l'offre de service des équipements existants.

Les équipements et services financés au titre de l'action sociale de la branche Famille doivent être accessibles à l'ensemble des familles, qu'elles disposent de revenus modestes ou expriment des besoins spécifiques comme la situation de handicap d'un parent ou d'un enfant.



Article 1 : L'objet de l'avenant

Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250317-DEL25_03_4_2-DE

Le présent avenant a pour objectif d'intégrer à la convention d'objectifs et de gestion entre la Caf et le gestionnaire les mesures nouvelles issues de la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 décrites ci-dessous.

Les modalités techniques de calcul de la subvention Psu et des bonus associés seront communiquées ultérieurement aux gestionnaires par l'envoi d'addenda venant ainsi préciser les modalités de mise en place des mesures nouvelles.

Les objectifs poursuivis par les mesures nouvelles issues de la Convention d'objectif et de gestion (Cog) 2023-2027

Aux termes de la Convention d'objectifs et de gestion pour la période 2023-2027, la branche Famille met en place de nouvelles subventions à destination des établissements d'accueil du jeune enfant visant à renforcer la qualité du projet d'accueil et des pratiques :

- Le financement des journées pédagogiques c'est-à-dire de temps de réflexion entre professionnels, en dehors de la présence des enfants pour ajuster l'organisation, les pratiques pédagogiques, rédiger ou réviser le projet d'accueil, mettre à jour les connaissances relatives au développement du jeune enfant ;
- Le financement d'un « bonus attractivité » destiné aux partenaires qui procèdent à des revalorisations salariales conduites dans le cadre de la révision des conventions collectives nationales dans le secteur privé, ou du régime indemnitaire pour la fonction publique ;
- Le financement d'un bonus « trajectoire de développement » visant à encourager le développement de places nouvelles soutenues par les collectivités territoriales en contrepartie d'une amélioration du financement des places existantes qu'elles financent déjà, dans le cadre conventionnel des Ctg.
- Le financement des heures de « préparation à l'accueil de chaque enfant » pour prendre en compte en complément de la prestation de service les temps dédiés à la préparation de l'accueil de chaque enfant, à l'accueil et à l'accompagnement des parents par le gestionnaire ;

Article 2 – Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(s) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 3 – Effet et durée de l’avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 01/01/2024 et jusqu’au 31/12/2024

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des co-signataires.

Fait à Toulon, le 26/09/2024 en 2 exemplaires .

<div>Le Directeur de la CAF du Var Julien ORLANDINI P/ Le Directeur et par délégation Le Directeur Julien ORLANDINI</div>	<div>Le Maire de COMMUNE D OLLIOULES Robert BENEVENTI</div> <div>Signature et cachet obligatoires.</div>
---	--



ADDENDUM

Modalités de calcul de la subvention Psu et bonus associés



- Prestation de service unique (Psu)
- Financement des journées pédagogiques
 - Bonus « mixité sociale »
 - Bonus « inclusion handicap »
 - Bonus « territoire Ctg »



La subvention Psu est une aide au fonctionnement versée aux Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (Eaje). La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste de développer l'accueil des jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant par l'octroi de ladite subvention et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante, poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre et participer à son développement.

Le présent addendum vient en complément de la convention de subvention Psu en cours de validité signée entre le gestionnaire et la Caf. Ces compléments portent sur les modalités de calcul de la Psu, le financement des journées pédagogiques, le bonus mixité sociale, le bonus "inclusion handicap" et le bonus territoire Ctg Eaje.

Les prix de revient plafond et les montants de Psu sont accessibles sur le Caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes annuels.

Le financement de la subvention Psu

Le montant annuel de la subvention Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

[(Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale	X	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	-	Total des participations familiales déductibles]	X	Taux de ressortissants du régime général
+						
6 heures de concertation	X	Nombre de places 0-6 ans fixé dans l'autorisation ou l'avis du président du conseil général)	X	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	X	Taux de ressortissants du régime général
				Total des participations familiales déductibles		

Le prix de revient horaire est plafonné annuellement :

- Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel
- Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

Le financement des journées pédagogiques

La branche Famille finance jusqu'à 3 journées pédagogiques par an et par établissement. La Caf compensera à compter de 2024, l'intégralité de la Psu et des participations familiales non perçues à l'occasion de ces journées pédagogiques, dans la limite maximale de trois journées par an et par Eaje et plafonné à 10 heures par jour pour chaque journée pédagogique.

Nbre de journées pédagogiques (plafonné à 3 jours)	X	10 heures	X	Nbre places autorisation de fonctionnement en cours de validité	X	66% du minimum entre le barème Ps et prix de revient par heure réalisée	X	Taux de ressortissants du régime général
--	---	-----------	---	---	---	---	---	--

Le financement du bonus inclusion handicap

Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250317-DEL25_03_4_2-DE

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje est calculé selon la formule :

- Du pourcentage d'enfants en situation de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.

Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

Places agréées (maximum de l'année)	X	% d'enfants porteurs de handicap	X	Taux de financement	X	Coût par place dans la limite du plafond de coût par place
-------------------------------------	---	----------------------------------	---	---------------------	---	--

Le montant du bonus est lui-même encadré par un plafond diffusé chaque année dans le barème des prestations de service et diffusé sur le Caf.fr

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants en situation de handicap accueillis dans la structure.

	% enfants en situation de handicap < 5%	% enfants en situation de handicap ≥ 5% et < 7,5%	% enfants en situation de handicap ≥ 7,5%
Taux de financement à retenir	15%	30%	45%

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection}}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}} \times 100$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura **fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra** figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine selon la formule détaillée ci-dessous et est plafonné selon le barème national

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation ou l'avis d'ouverture délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour la subvention en N. Dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

Le financement du bonus mixité sociale

Envoyé en préfecture le 21/03/2025

Reçu en préfecture le 21/03/2025

Publié le

ID : 083-218300903-20250317-DEL25_03_4_2-DE

Le bonus «mixité sociale» est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure

Les principes sont les suivants :

- Le bonus dépend du montant horaire moyen des participations familiales perçues par la structure;
- Le bonus est compris entre 300€ et 2100€ pour les structures ayant des participations familiales moyennes inférieures à un montant fixé dans le barème des prestations de service est publié chaque année sur le Caf.fr. L'objectif est de compenser le manque de recettes observées par les structures qui concentrent une part importante d'enfants issus de familles particulièrement précaires;
- Le bonus s'applique à l'ensemble des places de la structure : l'objectif est de faciliter l'adaptation du projet d'accueil pour mieux répondre aux besoins spécifiques de ces publics.

Places agréées (maximum de l'année)	X	Forfait selon le montant des participations familiales moyennes horaires
-------------------------------------	---	--

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total facturées au titre de l'année N}}$$

Le financement du bonus territoire Ctg

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de bonus territoire Ctg de l'année N-1 / Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

Le plafond de financement du bonus territoire :

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas **90%** des charges de l'Eaje.

Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant	X	Montant forfaitaire / place de l'offre existante	+	Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité	X	Barème nouvelle place Eaje
--	---	--	---	--	---	----------------------------